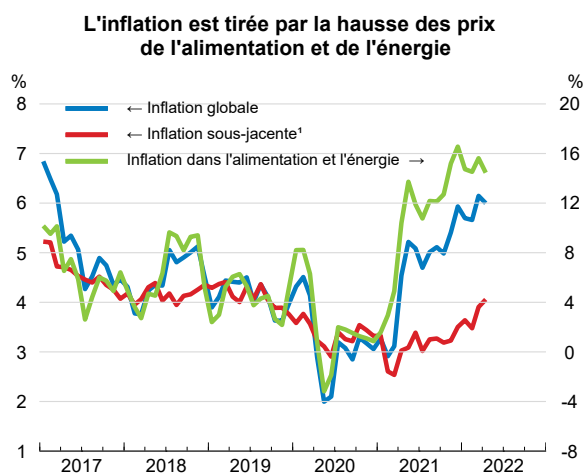
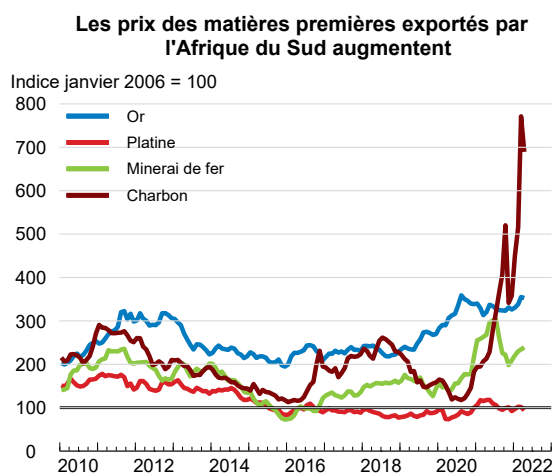


Afrique du Sud

Après un vigoureux rebond en 2021, le PIB devrait augmenter de 1.8 % en 2022 et de 1.3 % en 2023. L'investissement et la consommation des ménages resteront les principaux moteurs de la croissance. Le revenu des ménages bénéficiera du prolongement de l'allocation d'aide liée au COVID-19. La flambée des prix des matières premières favorisera les exportations. L'investissement continuera de se redresser au cours de la période considérée. L'inflation a atteint près de 6 % au début de 2022, et devrait encore augmenter en raison du renchérissement de l'énergie, avant de commencer à refluer.

La situation budgétaire s'est améliorée, grâce au redressement des recettes publiques et à la manne résultant de l'envolée des prix des matières premières. Cela étant, le gouvernement devrait maintenir fermement le cap de l'assainissement des finances publiques, afin de placer la dette sur une trajectoire plus viable, et axer les augmentations de dépenses sur le renforcement de la croissance potentielle et la préservation de la stabilité sociale. Les dépenses consacrées à la production d'électricité, aux infrastructures et aux aides sociales demeurent notamment essentielles à cet égard. De nouvelles hausses des taux d'intérêt pourraient s'avérer nécessaires pour éviter que l'inflation ne s'éloigne de la fourchette retenue comme objectif.

Afrique du Sud



1. L'inflation sous-jacente exclut les prix de l'énergie et de l'alimentation.

Source : Base de données de l'OCDE sur les indices des prix à la consommation ; Refinitiv ; Office statistique sud-africain (Stats SA, Statistics South Africa) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/b8wh9c>

Afrique du Sud : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Afrique du Sud						
PIB aux prix du marché	5 357.6	0.1	-6.4	4.9	1.8	1.3
Consommation privée	3 408.4	1.1	-6.5	5.7	2.8	1.9
Consommation publique	1 037.9	2.7	1.3	0.0	0.5	1.1
Formation brute de capital fixe	849.2	-2.4	-14.9	2.0	5.0	6.0
Demande intérieure finale	5 295.5	0.8	-6.2	4.0	2.6	2.3
Variation des stocks ¹	37.0	0.4	-1.7	0.7	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	5 332.5	1.2	-8.0	4.8	2.4	2.3
Exportations de biens et services	1 472.7	-3.4	-12.0	9.9	6.3	3.1
Importations de biens et services	1 447.6	0.5	-17.4	9.4	8.6	6.6
Exportations nettes ¹	25.2	-1.1	1.8	0.1	-0.6	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.5	5.3	7.1	4.8	4.0
Indice des prix à la consommation	—	4.1	3.3	4.6	6.0	5.8
IPC sous-jacent ²	—	4.1	3.4	3.1	4.2	5.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.7	-11.6	-6.4	-5.2	-4.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.6	2.0	3.7	2.8	1.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/59824c>

La reprise est engagée, mais les risques sont orientés à la baisse

Des indicateurs trimestriels font apparaître une croissance relativement forte au premier trimestre de 2022. La production manufacturière a en effet augmenté de 4.6 % au cours de cette période. Les ventes au détail sont restées dynamiques, enregistrant une croissance de 1.9 % en glissement trimestriel. La production d'électricité a augmenté au premier trimestre de 2022, ce qui a légèrement amélioré les conditions de production. La contribution du secteur minier au PIB devrait être négative au premier trimestre de 2022, après une contraction de sa production de 1.5 % en glissement trimestriel. L'inflation globale a atteint 5.9 % en mars et en avril, s'établissant nettement au-dessus du point médian de la fourchette de 3-6 % retenue comme objectif par la Banque de réserve sud-africaine (SARB, *South African Reserve Bank*).

L'exposition directe de l'Afrique du Sud vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine est faible, étant donné qu'elle réalise moins de 1 % de l'ensemble de ses exportations et de ses importations avec ces deux pays. Cependant, les prix des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 6.6 % en mars et de 6.3 % en avril, supérieure à l'inflation globale. Outre la guerre et les goulets d'étranglement logistiques, les inondations intervenues récemment dans la province du KwaZulu-Natal pourraient entraîner de nouvelles augmentations des prix des produits alimentaires. Les exportations bénéficieront du renchérissement des matières premières exportées par l'Afrique du Sud.

Les politiques budgétaire et monétaire conservent globalement une orientation accommodante

L'inflation se situe à la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif, mais la relative vigueur de la monnaie contribue à atténuer la répercussion des tensions extérieures sur les prix intérieurs. Dans ce contexte, la banque centrale devrait se tenir prête à relever de nouveau les taux d'intérêt pour éviter que l'inflation ne s'éloigne de la fourchette retenue comme objectif. Le principal taux directeur devrait se hisser à 5.75 % d'ici à la fin de l'année, puis à 6 % d'ici à la mi-2023, avant de diminuer progressivement. L'orientation de la politique budgétaire reste accommodante, étant donné que les recettes exceptionnelles liées aux matières premières ont permis au gouvernement de maintenir un haut niveau de dépenses tout en réduisant le déficit. L'allocation d'aide liée au COVID-19, versée à 10 millions de bénéficiaires, a notamment été prolongée jusqu'à mars 2023. La politique budgétaire devrait être davantage ciblée : les mesures de soutien devraient être axées sur les ménages vulnérables particulièrement exposés au renchérissement des produits alimentaires et sur les entreprises des secteurs touchés par les effets persistants de la pandémie et par la guerre. Pour amortir l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages et les entreprises, le gouvernement a abaissé la taxe générale sur les carburants pour une durée de deux mois à partir d'avril. Cette baisse a été renouvelée pour deux mois supplémentaires, mais elle sera réduite de moitié le dernier mois.

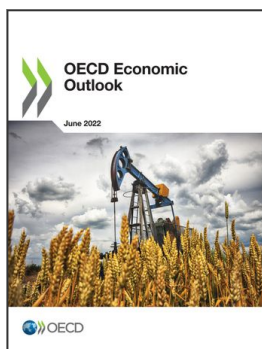
Les perspectives de croissance se sont améliorées

La croissance du PIB devrait s'établir à 1.8 % en 2022 et à 1.3 % en 2023. Elle restera soutenue par la consommation des ménages, l'investissement et les exportations de matières premières. Les revenus et la consommation des ménages seront dynamisés par les transferts sociaux et les hausses de salaire. L'investissement privé continuera à se redresser parallèlement à l'amélioration de la production d'électricité, compte tenu de la nécessité de renouveler le capital. La guerre en Ukraine a fait grimper les cours des matières premières, prolongeant la phase d'envolée des prix de ces dernières au-delà de ce qui avait été anticipé. En conséquence, l'inflation, tirée par les prix des produits alimentaires et de l'énergie, devrait augmenter au-dessus de la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif en 2022 et ne commencer à diminuer qu'à la fin de 2023. L'inflation sous-jacente s'accélérera en 2022 et 2023, à mesure que les effets indirects de la hausse de l'inflation globale se diffuseront dans l'économie. Parmi les risques intérieurs à court terme pesant sur la croissance figurent la multiplication des coupures tournantes d'électricité et le rétablissement de restrictions de déplacement et de rassemblement en cas de nouvelle vague de COVID-19, étant donné que seulement 50 % des adultes environ sont vaccinés. Par ailleurs, si la baisse des prix mondiaux retenue comme hypothèse pour 2023 n'avait pas lieu, l'inflation resterait aux alentours de la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif, ce qui retarderait la réduction des taux directeurs et affaiblirait la croissance du PIB. À l'inverse, si le redressement du secteur du tourisme se poursuit, il apportera un soutien supplémentaire à la consommation des ménages.

Il est crucial pour la croissance de la productivité de renforcer l'investissement en infrastructures

À court terme, renforcer la production d'électricité demeure essentiel pour améliorer les conditions de production des entreprises. Afin d'atténuer l'impact de la montée des prix de l'énergie, il conviendrait d'éliminer rapidement les goulets d'étranglement administratifs qui retardent l'application de la décision d'autoriser les entreprises privées à produire elles-mêmes jusqu'à 100 MW d'électricité, et d'accélérer l'achat d'énergies renouvelables à des producteurs d'électricité indépendants. Il est primordial de relancer la croissance de la productivité pour améliorer le niveau de vie. À cet égard, il est notamment essentiel d'améliorer les infrastructures de transport, de renforcer la qualité et l'accessibilité financière des réseaux

de télécommunications, d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur et de réduire les obstacles à la concurrence. Des marges de manœuvre budgétaires supplémentaires sont nécessaires pour satisfaire ces besoins de dépenses. Accroître les recettes fiscales et renforcer l'efficacité des dépenses publiques en améliorant les procédures de passation des marchés et d'attribution des contrats permettraient d'obtenir cette latitude budgétaire supplémentaire.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/375eb2e7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.